L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 23 MAI 1855.

Imprimé et publié par
C. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires:
C. F. WEISSE, N. DUPOUR,
S. DAVENPORT, S. HARBY.
43, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN 23 MAI.

A LOS abonnés de la campagne.

Quelques-uns de nos abonnés de la campagne se plaignent à propos de l'irrégularité avec laquelle ils reçoivent l'*Abeille*. Nous leur répétons que l'expédition du journal se fait avec le plus grand soin dans nos bureaux et que les paquets sont invariablement mis à la poste aussitôt la fermeture des sacs de la malle. Nous ne pouvons rien faire de plus, et nous sommes les premiers à nous lier pour le reste à l'exactitude des employés de la poste.

Les Taxes et la Propriété.

Partout dans New-York se plaignent d'une stagnation qui règne dans le commerce de la ville impériale, de la cherté des objets de première nécessité, etc.; mais ce qui frappe le plus, c'est la différence qui existe entre la taxe municipale de cette année et celle de l'année dernière. Pour ne citer que le seul district énumeré l'autre jour quelques-unes des conséquences de notre déplorable système municipal. La valeur des immeubles situés au-dessous de la rue du Canal diminue tous les jours, comme l'indiquent le tableau des encanteurs et ceux des assesseurs, et il n'y a que cet prochaine ville les propriétés du premier district auront à acquitter la plus grande partie de l'impôt. Elles seules, malgré l'énormité de taxes qui conserve une partie notable de leur valeur vénale, attirent dans le quartier commercial, elles donnent un revenu qui permet aux propriétaires de faire face aux exigences du fisc.

Qu'adviendra-t-il devenir si le Conseil de ville ne prend pas un moyen décisif pour améliorer notre position? Il est certain que les propriétaires du deuxième et du troisième district ne peuvent pas payer des taxes pour les quelles celles qu'ils acquittent en ce moment. Déjà beaucoup d'entre eux ont vendu à perte les immeubles qu'ils possédaient pour ne plus rien avoir à démêler avec l'assessorial. Quant à ceux qui ne trouvent acquéreurs, pour se tirer d'embarras, ils demandent que l'évaluation de leurs propriétés soit diminuée; de cette façon ils recouvrent dans une proportion équivalente le quart-partie de l'impôt. Mais ne voilà-t-il pas que cet expédient ne fait que déplacer la difficulté? Comme il faut que le revenu reste au même chiffre, l'augmentation de celui de la rive doit nécessairement paraître le double.

Nous tenons donc dans un cercle vicieux. Tandis que l'exagération de l'évaluation a pour effet de priver la plus grande partie de valeur, la réduction dans les taux d'assessment amène forcément une augmentation de la taxe. Cependant il est juste que le premier district souffrira moins de cette augmentation, puisque la ville prend sur des immeubles qui ont encore quelque valeur la partie de leur valeur primitive.

Il n'y aurait, ce nous semble, qu'un moyen de mettre fin à une position aussi critique. Ce serait de fixer à un chiffre variable les dépenses de la ville et de ne point les dépasser. Calculons ce que nous pouvons payer sans causer la ruine de la propriété foncière, et laissons nos dépenses s'harmoniser avec notre revenu. Le système actuel ne peut que nous conduire à la banqueroute. Peter Epsom et M. Thomas Wyckoff, membre Wm Bradford et quelques autres, ont établi qu'il tirent pas.

Le *New-York Times* a cru qu'une avarice et à jeter un peu de lumière sur les ténèbres qui avaient jusqu'ici caché le vice radical de notre système municipal, et à mettre les propriétaires en état d'apprécier les effets de la taxe. Ils ne sont certainement pas à plaindre à cet égard. Le moment qui ce dix mille propriétaires se plaignent, mais probablement qu'ils auront à payer, ne peut ne doit pas être considéré comme une calamité, ce n'est qu'un malheur passager, qui ne peut manquer de cesser avec la cause qui l'a produit. Mais ce qui est plus sérieux, ce qui est plus à craindre, c'est que ces propriétaires ne soient pas forcés de vendre à perte pour payer leurs taxes. Ils ne peuvent pas faire face à leurs engagements, et ils ne disposent à demander une réduction d'estimation.

Les propriétaires ne doivent actuellement rien à la banque. Si les assesseurs avaient mis un peu de modération dans leurs estimations, ils auraient pu, sans aucun danger, prêter à ces propriétaires une partie de la valeur de leurs propriétés. Ils ne l'ont pas fait, et les propriétaires n'ont certainement pas à s'en plaindre. Ils auraient été forcés de vendre à vil prix, et ils auraient été ruinés. Ils ne peuvent pas vendre, et ils ne peuvent pas payer leurs taxes. Ils sont donc dans une position très critique, et ce qui est encore plus fâcheux, c'est que le mal ne peut pas être réparé. Les propriétaires ne peuvent pas retirer leurs propriétés de la banque, et ils ne peuvent pas les vendre. Le premier effet d'une augmentation excessive de l'impôt est de réduire la valeur de la propriété qui devient un mauvais gage. Cette conséquence est inévitable et certaine. Que le Conseil de ville ne se hâte pas de réduire les taxes, elles auront à la vente des immeubles de premier district, et bientôt même, malgré cette puissante cause de commerce languissant, amèneront de la rue du Canal à ce qui l'entoure.

Nous avons entendu dire à New-Orleans, il faut de temps en temps une révolution, il faut de temps en temps que les administrateurs aient aux emplois quelque moyen d'une sorte. Quoi qu'il en soit, comme nous le voyons plus haut, un chiffre modéré et qu'ils ne peuvent excéder les dépenses de la ville sont arrêté d'une manière irrévocable. Il ne s'agit plus de savoir ce que nous voudrions payer, mais de ce que nous pouvons payer. Sans cette limite nos intérêts seront infailliblement à la merci de la cupidité.

Une bonne idée.

Nous trouvons dans un journal de St-Louis:

M. X. de Mun, de St-Louis, a emprunté une somme de M. W. Marshall, de New-York, et a naturellement donné une hypothèque sur ses propriétés pour garantir le paiement. Quand il a voulu emprunter une seconde fois, on lui a répondu que la première hypothèque couvrait toutes ses propriétés et qu'il ne pouvait pas donner une seconde hypothèque sans le consentement de son premier créancier. Il a donc écrit à M. Marshall, qui a refusé son consentement, disant qu'il ne voulait pas être mêlé aux affaires de M. de Mun. Celui-ci a alors offert à M. Marshall de lui donner une hypothèque sur ses propriétés de la rue du Canal, à ce qui l'entoure.

Nous ne savons pas si cette idée est bonne ou mauvaise, mais elle est originale, et elle mérite d'être mentionnée.

Louisiane.

Schriever.—Nous sommes heureux que la plupart des personnes environnantes, sur le *Fagidoche* Dumbinon, nous a avoir pas encore eu une accident sérieux à déplorer depuis le début. La chaleur augmente en proportion de la durée de la sécheresse. Que deviendrons-nous si la Providence ne vient à notre secours! personne ne le sait.

St-Martin.—Les personnes suivantes ont exercé des fonctions municipales du jury de police à St-Martinville: W Robertson, Adolphe Berard, V A Fournet, P P Briant, Henry Rice, Valerie Martin, E T King, Julien Trépagé.

Incendie a Grand Coteau.—La maison de Victor Benoit, a Grand Coteau, a été détruite par les flammes samedi dernier. Tout ce que s'y trouvait a été réduit en cendres. Le feu a été mis volontairement, à ce qu'on croit.

Paroisse Plaquemine.—On lit dans le *National* de Plaquemine:

Nous sommes heureux avec plaisir, que la salubrité de notre paroisse est aujourd'hui tellement établie, sauf quelques cas de fièvre intermittente, qui ne doivent pas être considérés comme endémiques, aucun cas de malaria ne s'est déclaré dans la ville, ni dans les environs de la Fourche ou Hache.

CONSEIL DES ALDERMEN.—Le Conseil s'est réuni lundi soir. M. Lallé, président. Le procès-verbal a été lu et adopté.

Message du maire, recommandant que la division du 4e district soit divisée en deux bureaux de Cour Municipale.

Référé à la commission.

Lettre de M. P. E. Wood, qui a fait sa démission de police de records, vu qu'il ne peut remplir ses fonctions par intérêt.—Accepté.

Lettre de Mme Elizabeth Nicholson, qui demande un emploi de matrone maintenant Mme Flood, et que, depuis qu'elle a occupé cet emploi, elle a été nommée matrone de la prison de l'état, et qu'elle ne peut remplir les deux emplois à la fois.

Référé à la commission des finances, chargée de l'état de la prison de la commune, avec instruction de faire rapport immédiatement.

Lettre de M. Dart, qui demande qu'on lui donne, conformément à la résolution passée à cet effet, la somme de $1,000 pour les frais de publication des ordonnances municipales. Référé à la commission des finances